

10 PRIORITÉS POUR UNE RÉGION SOLIDAIRE, ÉCOLOGIQUE, POPULAIRE ET DÉMOCRATIQUE

Les communistes d'Île de France mettent 10 priorités au service de notre stratégie de rassemblement, des priorités que nous considérons comme des marqueurs politiques importants pour l'égalité sociale et territoriale, pour la recherche de progrès humain et environnemental, pour répondre aux défis sociaux et climatiques, pour un réel développement de la démocratie et l'implication citoyenne.

La conférence régionale n'a malheureusement pas eu le temps d'étudier avec précision le texte des 10 priorités et les amendements proposés, seulement quelques amendements de forme ont été intégrés. Le comité régional tient à préciser que ce texte ne fixe pas un ordre hiérarchique dans nos priorités et ne représente en rien un programme mais bien des marqueurs politiques. Notre objectif sera évidemment dans les semaines à venir d'arriver à un programme bien plus étoffé avec les communistes bien sûr mais aussi bien plus largement. Pour cela, il est envisagé d'ouvrir une plateforme collaborative pour permettre la participation d'un maximum de personnes

1) Agir pour un développement régional solidaire, engagé pour la lutte pour le climat, pour l'égalité des territoires, contre l'étalement urbain et le rééquilibrage est-ouest

L'aménagement du territoire doit être placé sous l'autorité de la puissance publique, mis à l'abri de la seule loi du marché et non régi par la seule attractivité du territoire, il doit permettre de résorber les profondes inégalités territoriales et sociales de la région Ile de France et être pensé avec et pour les habitant-e-s.

Nous proposons un choc de solidarité avec notamment un plan d'urgence pour les quartiers populaires.

Le futur du Triangle de Gonesse donnera à voir notre ambition concernant l'aménagement du territoire en alliant transition écologique et développement des territoires en faveur de leurs populations à la construction citoyenne.



2) Agir pour le droit à la santé pour toutes et tous

La pandémie de la COVID-19 a montré le danger des politiques d'austérité, le danger de la « gestion purement comptable » des ARS et de la casse du service public de santé. Le changement de politique à ce sujet doit être radical et passe par un moratoire sur la fermeture de lit, de services et d'hôpitaux, la fin des ARS, un plan important pour les formations sanitaires et sociales avec la création de 500 places chaque année et le cofinancement régional de 200 centres de santé dans les territoires carencés sur la mandature.

3) Défendre l'emploi et améliorer les conditions de travail

En combattant tout ce qui contribue à entraver l'emploi : financiarisation, spéculation, affairisme, discrimination, en promouvant l'emploi stable, qualifié et l'égalité professionnelle femme-homme, en finançant de 3 000 emplois aidés de solidarité locale pour les associations et en développant une stratégie de relocalisation de l'industrie.

- En créant un fonds régional pour l'emploi et la formation, géré démocratiquement, permettant d'amener les banques à prêter jusqu'à taux zéro, voire négatif, à la Région pour financer les investissements nécessaires sur critères sociaux et environnementaux. Une partie des 200 millions d'euros consacré au développement économique et au tourisme dans le budget 2021 pourrait constituer l'amorce de ce fonds.

4) Donner la priorité aux lycées et à l'enseignement supérieur public

Notre priorité est le service public d'éducation avec un accès gratuit et dans de bonnes conditions.

Cela demande un plan ambitieux d'1 Mds par an pour la construction et la rénovation de lycées publics (d'enseignement général, technologiques et agricoles), pour la restauration scolaire et les équipements sportifs scolaires, un investissement dans la lutte contre le décrochage scolaire avec la création d'un micro-lycée par département, d'avancer vers la gratuité totale de l'enseignement et notamment en mettant en place la gratuité de la restauration scolaire pour les tranches 1,2 et 3 du quotient familial et de



flécher les aides régionales pour la démocratisation de l'enseignement supérieur et la recherche publique.

5) Développer et rénover les transports publics du quotidien

C'est une nécessité sociale et écologique, ce développement passe par un investissement régional de 1Mds annuellement pour les transports publics (en plus des 11Mds d'Idfm), le refus de la mise en concurrence, la création d'une régie régionale des transports franciliens (nouvelle entreprise publique créée par Idfm, propriété à 100% d'Idfm) et le développement des transports en mode doux (vélo, piéton) mais aussi par la mise en œuvre progressive de la gratuité des transports collectifs en commençant dès 2021 par la gratuité par les moins de 25 ans et les bénéficiaires minimas sociaux. Une stratégie régionale pour le transports des marchandises et la logistique urbaine doit être engagée.

6) Agir pour le droit au logement pour toutes et tous

La politique régionale doit reprendre le chemin de la solidarité et agir contre la crise du logement par la relance de la construction de logements sociaux avec 1 Mds € sur la mandature afin de cofinancer 35 000 logements sociaux par an, un dispositif régional de lutte contre les expulsions locatives, un plan régional de rénovation thermique de l'habitat et un pour le droit au logement décent et à l'hébergement inconditionnel avec l'objectif zéro SDF.

Les nouvelles volontés du gouvernement en matière d'immigration des pays du Sud notamment continuent d'être mortifères, inhumaines, discriminantes et souvent en dehors du droit international. Nous devons porter la volonté d'une France hospitalière et fraternelle en créant des conditions d'accueil et de vie sur le territoire, dignes. »

7) Agir pour et avec les jeunes

La crise économique actuelle touche fortement les jeunes. Un plan régional de lutte contre la précarité étudiante doit être déployé avec le financement d'un centre de santé par université, le financement de logement étudiant et la gratuité des transports pour les

moins de 25 ans. La jeunesse doit redevenir une priorité régionale avec la création d'États généraux permanents de la jeunesse.

8) Pour un droit à la culture et au sport pour toutes et tous

Après la crise sanitaire qui met à l'arrêt le secteur culturel et le secteur sportif, la région doit prendre l'engagement de soutenir ces secteurs sinistrés et de relancer les festivals et le spectacle vivant.

L'accès à la culture et au sport pour toutes et tous doit être facilité en particulier dans les quartiers populaires et les territoires ruraux avec un chèque régional port et culture. Nous voulons investir chaque année 10 millions dans la construction et l'aménagement d'équipements sportifs, de médiathèques et 4 millions pour les conservatoires sur tous les territoires.

Dans chaque lycée, la région doit financer un poste de médiateur-trice culturel-le.

9) Relancer la démocratie et favoriser le contrôle des politiques publiques régionales

Nous voulons lutter contre la crise démocratique qui nourrit l'abstention en redonnant des moyens à l'éducation populaire, en promouvant des co-construction des grands projets structurants avec les citoyens, en faisant vivre la démocratie sanitaire, éducative, dans les transports..., en favorisant la proximité et la transparence durant le mandat avec des cadres participatifs et la création d'un Observatoire citoyen contrôlant la tenue des engagements et une conférence permanente permettant, en liaison avec le CESER, d'organiser une délibération des citoyen-ne-s.

10) Mener la bataille financière pour de nouvelles ressources

Pour répondre aux besoins de la population de la région Ile de France et favoriser la solidarité financière avec toutes les collectivités, il faut en finir avec l'austérité.

La région engagera dès mi-2021 un plan régional de relance de l'investissement doté de 5 milliards d'euros centrés sur les quartiers populaires, les transports publics, le plan vélo, la construction et la rénovation du logement social et la création d'espaces verts.

Il faut stopper les diminutions des dotations globales de l'État aux collectivités territoriales, travailler à une péréquation plus juste et s'engager pour des états généraux de la fiscalité locale et mobiliser les financements pour s'émanciper des marchés financiers. Le budget régional sera construit en en fonction de critères sociaux, environnementaux et d'égalité femme-homme.